

Monsieur le Ministre,

Merci !

Nous sommes honorés que vous ayez accepté de clôturer nos travaux aujourd'hui.

Nous sommes au travail depuis deux jours et nous nous engageons dans un cycle long, celui nécessaire à la transformation sociale. Se donner le temps essentiel, si fondamental et que nous ne nous accordons pas suffisamment pour penser demain, les conditions de la réussite du secteur de la formation professionnelle pour nous mais surtout pour toutes les personnes que nous accueillons et accompagnons au quotidien. Des millions.

Mais travailler vite aussi parce que des décisions devront être prises rapidement, parce que l'urgence est prégnante d'investir plus et mieux dans la formation. C'est pour cela que nous sommes au travail et que nous avons décidé de créer et animer la conférence permanente des organismes de formation : Dans « un contexte de mutations profondes et de contraintes budgétaires », les réseaux que nous sommes et que nous représentons ont donc décidé de s'unir pour porter ensemble "une voix humaniste" et faire de la formation professionnelle "une véritable priorité politique, un investissement central et durable pour l'économie et la société". Donc Monsieur le Ministre nous allons vous écouter avec beaucoup d'attention sans excès d'optimisme mais sans excès de pessimisme non plus parce que nous nous pensons comme des camionneurs d'idées, des constructeurs, des apporteurs de solution pour notre secteur professionnel et pour l'économie tout entière.

Considérez ainsi que nous serons à vos côtés des contributeurs assidus à un essor progressiste de la formation professionnelle mais aussi des contradicteurs vigilants et lucides.

Parce qu'il me faut vous le dire, je manquerai sinon à tous mes devoirs et notamment celui de vous alerter et en définitive vous interpeler.

Au cours des années 2024 et 2025, notre secteur de la formation professionnelle a été ébranlé par un contexte inédit. Nous vivons une conjonction de contraintes budgétaires sans précédent et de transformations profondes des besoins en compétences. Les fonds finançant de la formation se réduisent nettement et cette attrition rapide voire brutale nous inquiète. Je ne vais pas les énumérer mais rien n'est épargné : l'apprentissage, la formation des demandeurs d'emploi, les concours régionaux, la participation des entreprises, le CPF...et spécifiquement l'éligibilité du bilan de compétences, ce qui présage un changement de paradigme sans précédent dans les logiques de construction des parcours professionnels. C'est en quelque sorte ce filet de sécurité sociale qu'est la formation qui est en cause au risque de se déliter. Il ne faudrait pas que la liberté de

choisir qui nous était promise ne se transforme en une liberté de payer qui pourrait assigner les individus à leur situation avec des perspectives dégradées.

Ce contexte austère tranche ironiquement avec les défis historiques qui exigent davantage de formation, pas moins. En effet, plusieurs transitions majeures s'accroissent : la transition écologique nécessite de requalifier des millions d'actifs aux métiers verts, la révolution numérique et l'essor de l'intelligence artificielle (IA) – révolution industrielle qui se déploie avec une rapidité jamais constatée dans l'histoire de l'humanité - bousculent les compétences requises et les méthodes d'apprentissage. Ces mutations structurelles, ainsi que la recombinaison des politiques publiques de l'emploi (France Travail, réforme du CPF, etc.), dessinent un environnement instable pour les organismes de formation. En 2024, plus de 54 % des dirigeants d'OF constatent une baisse de leur activité, et près de la moitié anticipent un déficit d'exploitation, malgré tous leurs efforts de bonne gestion. C'est dire si notre secteur, pourtant indispensable, est fragilisé.

Pourtant, la formation professionnelle demeure plus que jamais stratégique. Je vais sans doute me répéter, elle est le levier qui permettra à notre économie et à notre société de se transformer sans casse, en offrant à chacun – jeunes, demandeurs d'emploi, salariés – les compétences pour s'adapter. Face à l'urgence climatique, face à la révolution digitale. Former chacun, c'est préparer demain. C'est pourquoi nous devons affronter ce paradoxe : alors que les besoins explosent, les financements se contractent. Ce constat froid plante le décor de nos travaux : défendre la formation comme priorité d'intérêt général dans un contexte extérieur contraint.

La CPOF se veut une voix unifiée et humaniste des acteurs de la formation, pour faire de notre cause une véritable priorité politique, impulser une vision de long terme et gager des engagements pérennes. Nous allons plancher sur ces questions et élaborer des propositions concrètes, en vue notamment des échéances électorales à venir. Nous avons commencé un cycle de travail collectif qui va se poursuivre en 2026, avec des ateliers thématiques sur l'innovation pédagogique, les transitions professionnelles, les compétences d'avenir, l'évaluation et l'évolution des dispositifs actuels sur le fond et la forme et sur la forme la question des financements sera vitale etc. Cette intelligence collective, nous allons la capitaliser et la valoriser. Nous avons la volonté d'ouvrir des perspectives positives.

C'est donc dans cette perspective que vous avez aujourd'hui toute notre attention et demain toute notre volonté de coconstruire.

Merci de votre attention,